

La fin des partis d'avant-garde ?

Retour sur une histoire française

Entretien avec Gérard Grunberg*

À gauche en particulier, on a longtemps conçu les partis politiques comme des organisations dont les membres avaient un statut spécifique et différent des autres citoyens, formant une petite société à la quelle revenait seule l'honneur et la responsabilité, mais surtout le pouvoir, de désigner leur candidat. Mais cette culture du parti d'avant-garde est en crise, notamment parce qu'elle ne cadre plus avec une société où les citoyens se considèrent parfaitement capables et se montrent désireux de peser sur la désignation du candidat de la famille politique dont ils se sentent le plus proches.

Vous avez écrit à plusieurs reprises que les discussions et les débats sur les primaires, au sein du Parti socialiste, renvoyaient à l'épuisement de la culture du parti d'avant-garde. D'où vient cette culture et quels en sont les traits structurants ?

On pourrait remonter très loin en arrière, et notamment au fonds culturel chrétien qui imprègne plus profondément qu'on ne le croit les premiers mouvements socialistes : un fonds culturel qui fait la part de la croyance, des espérances messianiques, mais qui suppose aussi une fonction « sacerdotale » des militants, appelés à guider les consciences.

En Europe, les partis de gauche qui sont à l'origine des partis socialistes et communistes d'aujourd'hui se constituent dans les années 1880. En France précisément, c'est un moment où la logique révolutionnaire du parti de classe, telle qu'elle a été formulée par Marx et telle qu'on la retrouve ensuite chez Lénine, est mise en question par l'apparition d'un régime parlementaire avec la III^e République. Faut-il accepter le jeu de la représentation ? Faut-il laisser de côté l'espérance révolutionnaire au profit d'un engagement, d'une compromission peut-être, avec les régimes bourgeois ? Les débats sont vifs ; Kautsky, en Allemagne, soutient l'idée de jouer le jeu du parlementarisme, au motif que le parti fonctionne un peu de la même manière que le congrès. Les socialistes français vont faire ce choix eux aussi, mais sans vraiment renoncer à l'imaginaire marxiste du parti de classe révolutionnaire. Ils vont en fait tenter de développer ce modèle à l'intérieur du système parlementaire.

L'avantage de ce compromis, qui tiendra jusqu'au Congrès de Tours en 1920, est qu'ils vont pouvoir faire de la politique, et donc faire avancer leurs idées et les intérêts de la classe ouvrière. Mais l'imaginaire toujours vivant du parti d'avant-garde les amène à considérer que leur parti n'est pas de la même nature que les autres ; il ne joue pas exactement le même jeu et cela peut rendre difficiles certaines alliances, avec les radicaux par exemple. Au fond, la vraie action, c'est de préparer la révolution. Le parti, dans son fonctionnement même, préfigure la société de demain : il doit donc être dirigé par la classe ouvrière.

Cela n'amène-t-il pas les militants à entretenir une certaine suspicion à l'égard des parlementaires ?

* Ancien directeur scientifique de Sciences Po, aujourd'hui directeur de recherche au Centre d'études européennes de Sciences Po, Gérard Grunberg a notamment publié *L'Ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, nouvelle édition revue et augmentée, Hachette Livres, 2007 (avec Alain Bergounioux) et *La France vers le bipartisme ? La présidentialisation du PS et de l'UMP*, Presses de Sciences Po, 2007 (avec Florence Haegel).

Si : c'est le parti qui est légitime, c'est lui qui pense la société de demain. On retrouvera cette logique jusque dans les années 1980, quand Lionel Jospin, alors premier secrétaire du PS, dira : « on est à côté du pouvoir ». Façon de dire que le parti, toujours marqué par une culture d'espérance révolutionnaire, ne peut pleinement assumer l'exercice du pouvoir en régime parlementaire.

On voit bien ici la force de cette culture, mais aussi à quel point l'affaire des primaires est existentielle. Les militants, noyau « conscient » de la classe ouvrière, avaient dans l'ancienne conception une vocation naturelle à désigner les candidats. Or avec l'idée des primaires ouvertes, il se trouve dessaisi de sa fonction... qui au fond est la seule qui lui reste, puisqu'il n'est plus un parti de classe et qu'il ne prétend plus préfigurer la société future.

Ce qui est curieux, c'est que les réflexes politiques associés à cet imaginaire d'une « élite ouvrière » ont survécu bien longtemps plus longtemps à la classe ouvrière elle-même, qui n'existe plus en tant que classe, et surtout à sa présence au sein du parti socialiste. Il y a longtemps déjà que les ouvriers ne sont plus qu'une frange marginale du PS, et que les postes de responsabilité sont occupés par de hauts fonctionnaires et plus généralement des agents de l'État.

C'est la césure entre les « sachants » et les « non-sachants » qui est mise en cause aujourd'hui. Issue de l'arrière-fond religieux des mouvements socialistes du XIX^e siècle, où une foi et la connaissance des dogmes distinguaient une élite, cette césure a progressivement changé de sens sur le plan sociologique, avec un encadrement par les diplômés, puis un effacement des non-diplômés. Si elle est mise en cause aujourd'hui, c'est parce que l'individualisation de la société conduit à éroder l'idée du travail collectif, constitutive du parti, et que l'élévation du niveau d'instruction amène les « fidèles » à prendre leurs décisions tout seuls, sans se les laisser dicter. Mais les héritiers des anciennes élites ouvrières tentent de préserver leur isolation et leurs privilèges.